

QUESTIONS D'ASSURANCE

SANTÉ

Les États européens sont confrontés à un défi crucial: nombre de leurs citoyens ne disposent pas d'une couverture santé adaptée et sont régulièrement confrontés à des frais médicaux élevés. Les enjeux financiers sont majeurs, tant pour les particuliers que pour les gouvernements, car un nombre croissant de citoyens dépendent de plus en plus des services de santé publics, mettant ainsi à rude épreuve les finances publiques. En parallèle, l'évolution démographique et le vieillissement des sociétés entraînent une prévalence croissante des maladies chroniques: les patients doivent donc avoir accès à des soins de santé abordables pendant une période plus longue.

L'assurance peut atténuer ces pressions croissantes en améliorant la durabilité des systèmes de santé et en renforçant la résilience des individus en leur offrant une protection supplémentaire et des services de soins de longue durée.

Le coût du déséquilibre mondial en matière de protection de la santé est évalué **entre 800 et 4 000 Md\$**. Ce déficit en Europe représente 5% de ce montant.

Source: [GFIA, 2023](#)

Avec l'assurance...



Accès rapide aux soins de santé

Être assuré signifie pour les particuliers avoir accès sans délai à un large éventail de services de santé, notamment des soins préventifs, des diagnostics, des traitements et des médicaments. La couverture s'étend aux consultations spécialisées, aux interventions chirurgicales, aux séjours hospitaliers et aux services de rééducation. L'assurance offre également l'accès à un réseau de prestataires de soins de santé qui garantit une prise en charge rapide et un programme de traitement coordonné.



Protection financière

L'assurance offre une sécurité financière en couvrant une partie importante des dépenses médicales, même imprévues, notamment les factures d'hôpital, les médicaments et les procédures médicales. Les tickets modérateurs, les franchises et la coassurance contribuent à partager les coûts entre l'assureur et l'assuré, faisant en sorte que la prime reste abordable. La protection financière offerte par l'assurance permet aux individus et aux familles de se concentrer sur leur guérison sans avoir à se soucier du coût des soins. L'assurance invalidité offre également une protection financière en cas de perte (temporaire) de revenus due à des problèmes de santé.



Prévention

Les assureurs proposent de plus en plus d'incitations aux soins préventifs et aux examens de santé pour aider les individus à rester en bonne santé et à prévenir les maladies chroniques. La prise en charge des vaccinations, des dépistages et des contrôles de routine encourage une gestion proactive de sa santé et une détection précoce des pathologies.

Sans l'assurance...

Accès limité aux soins de santé

Les individus peuvent se heurter à des obstacles pour accéder aux services de santé en raison de leur coût élevé, ce qui entraîne un traitement médical retardé, voire aucun traitement. Les soins d'urgence peuvent devenir la seule option pour ceux qui n'ont pas d'assurance, engendrant des coûts plus élevés et une dette médicale potentielle.

Pression financière

Devoir régler ses frais médicaux en l'absence d'assurance est susceptible d'entraîner des difficultés financières importantes, obligeant les individus à puiser dans leurs économies, à emprunter de l'argent ou à trouver des solutions alternatives pour couvrir leurs frais de santé. Des coûts trop élevés peuvent mener à un renoncement aux soins et donc à une dégradation de l'état de santé.

Manque de soins préventifs

Les individus peuvent négliger les examens de santé, les vaccinations et les examens de routine, augmentant ainsi le risque de problèmes non détectés et de maladies évitables. Sans mesures incitatives en faveur des soins préventifs, le risque de maladies chroniques augmentera et la santé globale de la population se détériorera.



In fine, les gouvernements devront intervenir et couvrir ces coûts, ce qui provoquera une très forte pression sur les finances publiques.

POURQUOI LES INITIATIVES POLITIQUES AU NIVEAU EUROPEEN PEUVENT COMPROMETTRE L'ASSURABILITÉ ET LE RÔLE SOCIÉTAL CLÉ DES ASSUREURS

Certaines initiatives, malgré leur bonne intention, peuvent avoir des conséquences négatives inattendues. Par exemple, l'introduction d'un « droit à l'oubli » (RTBF pour « *Right to be forgotten* »), qui restreint les assureurs d'évaluer et de tarifier les risques qu'ils sont appelés à couvrir, pourrait réduire l'accès à la protection et augmenter les tarifs au détriment de la plupart des clients. Si l'objectif de soutenir les personnes les plus vulnérables et celles confrontées à des risques plus élevés est souhaitable, le RTBF peut en réalité réduire l'assurabilité et limiter la capacité des assureurs à offrir une couverture complète. Il est donc crucial que de telles initiatives soient lancées sur la base d'une expertise et d'une connaissance fine du fonctionnement de l'assurance et d'une bonne compréhension de l'impact que les mesures envisagées auraient sur sa clientèle.

De même, les décideurs politiques remettent de plus en plus en question l'utilisation des données par les assureurs, alors même que ces données sont, depuis des siècles, déterminantes pour la capacité des assureurs à fournir les produits dont les gens ont besoin et qu'ils attendent. En outre, les assureurs sont soumis à une législation nationale et européenne solide en matière de protection des données, d'égalité de traitement et de distribution de leurs produits. Sans accès aux données pertinentes, les assureurs auront du mal à répondre aux besoins changeants de la société et des citoyens. De plus, grâce aux technologies innovantes et aux progrès de la médecine, des pathologies qui semblaient non assurables il y a seulement dix ans peuvent désormais, dans des circonstances spécifiques, être couvertes par des politiques d'assurance. Mais pour cela, les assureurs doivent avoir accès à des données pertinentes.

LES ASSUREURS PEUVENT ALLER ENCORE PLUS LOIN...

Comment les décideurs politiques peuvent-ils aider ?

Créer un « centre d'expertise en assurance » au sein de la Commission européenne.

- Jouant le rôle de centre d'information au sein des Directions Générales, il garantirait que tous les risques inhérents à toute nouvelle initiative soient dûment pris en compte, que les enjeux soient pensés de manière globale et que les nouveaux efforts (non) législatifs atteignent les objectifs visés sans compromettre l'assurabilité et, *in fine*, la durabilité et la résilience.

Certifier que les assureurs aient accès aux données et puissent les utiliser au profit des clients.

- Pas d'assurance sans données: même si l'utilisation par les assureurs de certaines données clients pour les décisions individuelles de tarification est limitée par la loi, elles restent nécessaires pour évaluer les risques globaux et garantir que les futurs sinistres seront indemnisés conformément aux attentes des clients.

Faciliter l'adoption de nouvelles technologies en matière d'assurance pour soutenir l'innovation.

- Les décideurs politiques devraient supprimer toutes les barrières réglementaires – et éviter d'en créer de nouvelles – qui freinent l'innovation, et établir un cadre de réglementation / supervision qui favorise un secteur financier fondé sur les données et l'adoption de nouvelles technologies.

Sensibiliser les citoyens aux risques et à la prévention sanitaire.

- Les décideurs politiques pourraient mener des campagnes de sensibilisation pour promouvoir les examens de routine et les actions préventives afin de soutenir l'assurabilité.